

 Renseignement d'Etat	Diplomatie parallèle	Grands contrats	Renseignement d'affaires
France Le mercato estival très favorable aux commandos →P.2	Iran/Etats-Unis Téhéran prêt à se venger de Trump en Afghanistan →P.4	Singapour Thales en ordre de bataille pour gagner la course spatiale →P.5	France L'ADIT prend la pole position dans la course pour GEOS →P.7

France/Italie/Qatar

MARIAGE FINCANTIERI- NAVAL GROUP : LES DESSOUS D'UNE BATAILLE À COUTEAUX TIRÉS

Sous l'œil des services de renseignement, la fronde gronde au sein du complexe militaro-industriel contre le mariage forcé entre les groupes navals français et italiens voulu par l'Elysée.

Le rapprochement entre **Naval Group** et **Fincantieri** entre dans sa phase finale, à la faveur de la rencontre à Paris, mi-juin, entre **Emmanuel Macron** et le premier ministre italien, **Giuseppe Conte**. Cette volonté politique provoque une bataille d'influence comme Paris n'en avait plus connu depuis la création d'**Airbus Group**. Cet affrontement s'est jusqu'à présent cristallisé sur les aspects industriels du dossier, mais il fait sortir de l'ombre des cadavres que le groupe italien aurait préféré garder au placard.

Valorisation biaisée ? Le point de friction déterminant qui ulcère les états-majors de la galaxie **Naval Group/Thales** (et **Dassault aviation**, actionnaire à hauteur de 25% de l'électronicien) reste la valorisation de **Fincantieri**. Celle-ci a été calculée après la signature par le Qatar d'un méga contrat de sept navires de guerre, d'une valeur de 5 milliards €. Cette commande, confirmée le 2 août 2017 (après avoir été une première fois annoncée en 2016 pour 4 milliards), a fait gonfler la valeur du groupe qui a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires de 5 milliards € (contre 4,2 l'année précédente). Or les conditions d'attribution de ce contrat sont scrutées de près à Paris, qui n'a toujours pas digéré d'avoir été évincé. Alors même que le ministre de la défense de l'époque, **Jean-Yves Le Drian**, n'avait pas ménagé ses efforts. Et, selon nos informations, la **DGSE** non plus. Comme souvent pour des contrats aussi stratégiques pour l'industrie tricolore, le service de renseignement a suivi d'un œil pour le moins circonspect les manœuvres politico-financières italiennes.

Négociation à l'ancienne. Afin de comprendre comment **Fincantieri** s'est imposé à Doha, tous les regards se tournent sur le rôle qu'a joué le charismatique patron de **Qatar Airways**, **Akbar al-Baker**. Plutôt habitué aux négociations aéronautiques, celui-ci a été au cœur des tractations navales qatari-italiennes. Il s'est notamment rendu à plusieurs reprises aux Emirats afin de discuter des ultimes subtilités financières avec les négo-

ciateurs italiens, notamment des versements en marge du contrat, dont un de 17,4 millions €. L'intervention d'**Akbar al-Baker** s'est matérialisée également autour d'**Air Italy** (ex-**Meridiana**). Peu après le contrat bilatéral, cette petite compagnie aérienne a reçu subitement de la part des autorités italiennes les droits sur une soixantaine de nouveaux slots (créneaux horaires) vitaux pour les compagnies aériennes. Or, en parallèle des négociations navales, **Qatar Airways** a pris le contrôle, en mars 2017, de la société, via le rachat de 49% de sa maison-mère, **AQA Holding**. Etabli en Sardaigne, île récipiendaire de nombreux investissements de la famille émirale **al-Thani**, **Air Italy** achète depuis lors à tour de bras des **Boeing** flamboyants neufs. **Qatar Airways** veut en faire le nouveau gros concurrent direct d'**Alitalia**, détenu par **Eti-had**, la compagnie de l'ennemi atavique émirati... De telles tractations auraient pu difficilement être effectuées par les industriels français, soumis depuis la fin 2016 à une nouvelle loi anticorruption, dite Sapin II.

Répercussions. Les détails de la campagne commerciale italienne ont été consignés dans une note blanche, qui aurait été adressée à l'Elysée. C'est le secrétaire général de la présidence, **Alexis Kohler**, qui suit le dossier franco-italien. Et ce, au moment précis où il est ciblé pour ses liens d'intérêt et familiaux avec les propriétaires de **MSC**, l'affréteur maritime italien dont **Fincantieri** est le principal fournisseur de navires. ●

Premier cercle



ÉTATS-UNIS MCCARTHY À LA TÊTE DU RENSEIGNEMENT DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT

Ex-directrice civile des opérations de la **National Geospatial Intelligence Agency** (NGA), **Ellen McCarthy** a été nommée mi-juin à la tête du *Bureau of Intelligence and Research* (INR) du département d'État. McCarthy avait quitté la NGA en 2016 pour diriger la branche sécurité nationale du groupe de défense **Noblis NSP**. Elle y côtoyait son ancienne patronne à la NGA, **Letitia Long**, devenue en 2015 administratrice de **Noblis** (IOL n°749), ainsi que l'ex-directeur par intérim de la **Defense Intelligence Agency** (DIA), **David Shedd** (IOL n°735).

ARABIE SAOUDITE LA DSCA CHEZ LA SAMI

Juste après la visite à Riyad de **Florence Parly**, la ministre française de la défense, le 8 juillet, le général américain **Charles Hooper**, le patron de la **Defense Security Cooperation Agency** (DSCA), a effectué un saut dans la capitale saoudienne. Il a notamment visité, lundi 9 juillet, les locaux de la **Saudi Arabia Military Industries** (SAMI), l'entité chargée de créer les joint-ventures locales avec les industriels étrangers de défense. Hooper a notamment pu converser avec des membres du conseil de la SAMI, ainsi qu'avec son PDG, **Andreas Schwer**, pourtant la cible d'un intense lobbying de barrage des industriels américains (IOL n°808).

FRANCE DE RUGY EN VISITE A MOSCOU

Le président de l'Assemblée nationale **François de Rugy** se rendra à Moscou fin juillet avec un groupe de parlementaires afin de participer à la grande commission France-Russie. Il y rencontrera **Viatcheslav Volodine**, président de la Douma. François de Rugy avait exprimé des positions très dures sur la Russie lors de la primaire de la gauche début 2017. Il compte parmi ses conseillers **Alexis Prokopiev**, l'un des fondateurs de **Russie-Libertés**, une ONG en pointe dans l'opposition à **Vladimir Poutine**. A la mi-juin, François de Rugy avait reçu son homologue **Andriy Parubiy**, le président de la Rada ukrainienne.

FRANCE Le mercato estival très favorable aux commandos

La nomination la semaine dernière de **Pierre Liot de Nortbecourt** à la direction des opérations (DO) de la **DGSE**, qu'il a si longuement désirée (📍 IOL n°784), est la cerise sur le gâteau d'un mercato faisant la part belle aux gradés passés par les unités du **Commandement des opérations spéciales** (COS). Ancien chef de corps du **13^e Régiment de dragons parachutistes** (13^e RDP) et ex-patron du **Commandement des forces spéciales Terre** (CFST), Nortbecourt a été préféré à **Eric Vidaud**, actuellement en poste à La Réunion. Celui-ci pourrait désormais se positionner pour succéder l'année prochaine à **Laurent Isnard**, l'actuel patron du COS. Il pourrait trouver face à lui, **Bertrand Toujouse**, un autre ancien du 13^e RDP.

Prédécesseur de Vidaud au **1^{er} Régiment de parachutistes d'infanterie de marine** (RPiMa),

aussi rattaché au COS), **Panya Harrivongs** devient quant à lui numéro 2 du CFST. Le général **Bruno Baratz**, ancien chef de corps du 1^{er} RPiMa, part de son côté commander les éléments français du Sénégal. Son remplaçant au 1^{er} RPiMa est un "*canal historique*", qui était jusqu'ici agent de liaison avec l'**US Special Operations Command** (USSOCOM), à Tampa. Et ce, tout comme le nouveau CFST, le général **Thierry Ducret**.

Patron du CFST juste avant Ducret et ancien du **4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales** (RHFS, aussi rattaché au COS), le général **Patrick Brethous** devient sous-chef des opérations de l'armée de terre. En revanche, l'armée de terre perd un autre général passé au 4^e RHFS, **Marc de Fritsch**, parti comme directeur général de la PME de simulation **Masa**. ●

TURQUIE Remaniement sécuritaire osé pour Erdogan

Lors de la formation de son nouveau gouvernement le 9 juillet, le président turc **Recep Tayyip Erdogan** a fait des choix de nominations sécuritaires pour le moins originaux. Première dans l'histoire turque, il a choisi le chef d'état-major interarmées **Hulusi Akar** comme nouveau ministre de la défense, en remplacement de **Nurettin Canikli**. Crédité pour sa loyauté lors du putsch puis lors des purges qui s'en sont suivies, Akar pouvait, selon nos informations, rester encore un an à son poste, mais Erdogan voulait l'intégrer à son pouvoir civil. Selon nos sources, le président turc a hésité longtemps avec un autre prétendant pour ce poste, à savoir **Ismail Demir**, le patron de la **SSM**, l'unité du ministère de la défense en charge des acquisitions.

Akar devrait être remplacé à la tête de l'état-major par **Yasar Güler**, jusqu'à présent patron de l'armée de terre.

Le ministre de l'intérieur **Süleyman Soylu** garde son poste, mais il se dit qu'il sera corneaqué de près par **Mehmet Agar**, un de ses prédécesseurs et ancien chef de la police. Le fils de celui-ci, **Tolga Agar**, vient d'ailleurs d'intégrer le Parlement turc sous les couleurs de l'**AKP**, le parti d'Erdogan. Et ce, tout comme l'ex-chef de la police **Selami Altinok**.

Hakan Fidan, l'intraitable chef du renseignement, le **MIT** (Milli Istihbarat Teskilati), reste également à son poste, malgré de nouvelles velléités de devenir ministre des affaires étrangères. Sans succès à nouveau. ●

AUSTRALIE L'agence cyber sanctuarise le recrutement de ses hackers

Confrontée au même problème de ressources humaines que ses homologues européennes et américaines (📍 IOL n°809), l'agence de renseignement technique australienne, l'**Australian Signals Directorate** (ASD), tente une approche originale. Depuis le 1^{er} juillet, l'ASD, placé formellement sous la tutelle de la défense, a gagné en indépendance grâce à un nouveau statut qui lui permet de déroger au code de la fonction publique. En plus de gagner en autonomie, l'agence peut désormais piloter ses recrute-

ments sans passer par son ministère de tutelle et peut fixer elle-même sa grille salariale. Elle sera ainsi en mesure d'attirer plus facilement les spécialistes en cyberdéfense dont elle a besoin, en proposant des rémunérations plus proches de celles du secteur privé.

Tirant la leçon des fuites ayant touché la **NSA** et le **GCHQ** (📍 IOL n°669, 📍 IOL n°694), l'agence est également autorisée à utiliser ses capacités cyberoffensives pour protéger ses techniques de renseignement contre toute tentative de divulgation. ●

AUSTRALIE

Le service d'interceptions prend la main sur la cybersécurité

En plus de la réforme du statut de son agence au 1^{er} juillet (voir ci-contre), le patron de l'**Australian Signals Directorate** (ASD), **Mike Burgess**, aura dorénavant autorité sur l'agence de cybersécurité australienne, l'**Australian Cyber Security Centre** (ACSC), désormais intégrée à son service. Cette réorganisation s'inspire du modèle britannique où le **National Cyber Security Centre** (NCSC) est depuis sa création en 2016 une composante du **GCHQ** (📍 IOL n°785). Toutes ces mesures permettront de renforcer les capacités cyber de l'ASD, dont le champ d'action a été étendu à la lutte contre la cybercriminalité à l'extérieur du territoire australien.

ÉGYPTE

Remaniement sécuritaire en crise paranoïaque

Selon nos informations, le dernier remaniement ministériel et sécuritaire égyptien, dont *Intelligence Online* s'est fait l'écho (📍 IOL n°809), s'est réalisé dans une ambiance particulièrement lourde. D'après plusieurs câbles diplomatiques d'ambassades de pays établis au Caire, la paranoïa du régime d'**Abdelfattah al-Sissi** n'a jamais été aussi élevée. Après des purges multiples dans les départements sécuritaires (📍 IOL n°795), les services égyptiens de renseignement voient maintenant la mainmise des **Frères musulmans** dans les ministères de l'éducation, de la justice, et préparent des coups de filet en conséquence.

FRANCE

Toujours plus de coordination pour la DGSJ

Le service français de renseignement intérieur, la **DGSJ**, devrait très prochainement voir encore son rôle de coordination en matière antiterroriste renforcé. Celui-ci se met en ordre de bataille pour assurer au mieux cette fonction, qui devrait s'articuler avec tous les autres entités de la communauté du renseignement (📍 IOL n°808). Le service dirigé par **Laurent Nunez** a d'ores et déjà établi un point de contact unique en matière cyber et poursuit ses réformes des RH ainsi que ses implantations territoriales, entamées par le prédécesseur de Nunez, **Patrick Calvar** (📍 IOL n°804).

ARABIE SAOUDITE/PAKISTAN

L'ISI en tournée dans le Golfe

Une délégation de hauts gradés de l'**Inter-Services Intelligence** (ISI), le service pakistanais de renseignement, était à Djeddah le 4 juillet, où elle a été reçue par le ministre de l'intérieur, le jeune **Abdulaziz bin Saud bin Nayef al-Saoud**, ainsi que par le directeur du **General Intelligence Presidency** (GIP), **Khaled bin Ali al-Humaidan**. Se concentrant sur l'antiterrorisme régional, les maîtres-espions pakistanais ont ensuite fait une halte à Bahreïn, où ils ont également rencontré leurs homologues.

FRANCE/JAPON Rapprochement du renseignement grâce au cyber

Du fait des inondations qui secouent le Japon, le premier ministre **Shinzo Abe** a dû annuler sa venue à Paris le 14 juillet. La coopération grandissante en matière de renseignement entre les deux pays devait pourtant irriguer la visite. En amont de ce déplacement, une délégation française avait été reçue mi-juin à Tokyo par l'ambassadeur japonais pour la cybersécurité, **Masato Otaka**, en présence de plusieurs responsables du renseignement japonais, issus du service de renseignement rattaché au premier ministre, le **Naichô**, et du service de contre-espionnage, le **Kôanchô**.

Côté français, la plupart des services en charge de ce domaine (**Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, DGSE, DGSi**, etc.) avaient envoyé un représentant. La rencontre s'est d'abord penchée sur la coopération bilatérale de cyberdéfense

pour la protection des **Jeux olympiques** de Tokyo en 2020, puis de Paris en 2024. En plus de l'organisation d'un sommet bilatéral sur la cybersécurité l'année prochaine, les diplomates ont également évoqué une collaboration entre la France et le Japon durant leurs présidences respectives du G7 et du G20 au cours de l'année 2019.

En matière sécuritaire, Paris et Tokyo se sont notamment rapprochés lors de la signature du contrat des sous-marins de **DCNS** (aujourd'hui **Naval Group**) à l'Australie. Afin de calmer le courroux de Tokyo, qui avait perdu la compétition, Paris avait entamé une opération séduction sur fond d'échanges de renseignement sur la zone Asie-Pacifique. Cette lune de miel naissante s'était matérialisée par l'obtention de la légion d'honneur à un pont du renseignement japonais. ●

ÉTATS-UNIS Réforme des habilitations sur fond de menace d'intrusions

Les membres du *Senate Intelligence Committee* ont validé fin juin le plan de réorganisation des enquêtes de sûreté proposé par la Maison blanche. Celui-ci vise l'administration qui en est chargée, l'**Office of Personnel Management (OPM)**. En disgrâce depuis le piratage de sa base de données par l'intermédiaire de son sous-traitant **Keypoint Government Solutions** (📍 **IOL n°784**, 📍 **IOL n°751**), l'OPM se verra retirer l'essentiel de ses fonctions d'habilitation.

Son service chargé des enquêtes de sûreté, le **National Background Investigations Bureau (NBIB)**, sera rattaché au Pentagone et associé à son service de contre-espionnage, le **Defense Security Service (DSS)**. Privé de cet organe, l'OPM sera cantonné à un rôle d'enregistrement administratif.

Intégrée à la loi budgétaire du renseignement pour 2019, cette réforme bénéficie d'un soutien bipartisan et vise à accélérer les procédures pour rattraper l'important retard de 700 000 demandes d'habilitation toujours sans réponse.

Quatre ans après le hack de l'OPM, le Congrès s'inquiète toujours pour la sécurité de la communauté du renseignement et a introduit une disposition permettant au *Director of National Intelligence (DNI)* d'assurer la cyberprotection des employés les plus exposés, y compris dans leur vie personnelle. Le **FBI** a, pour sa part, diffusé mi-juin une alerte aux industriels de défense, leur rappelant que leurs personnels habilités sont les cibles prioritaires de plusieurs groupes de hackers d'élite (*Advanced persistent threats - APT*). ●

CHINE/ÉTATS-UNIS Haïti joue Pékin contre Washington pour se doter d'une armée

C'est un sujet de tracas qui monte dans les états-majors français et surtout américains. La volonté du jeune président haïtien **Jovenel Moïse** de disposer de sa propre armée, demande réitérée plusieurs fois ces derniers mois, embarrasse tous ses bailleurs de fonds.

Roué, le chef d'Etat menace d'aller se fournir à Pékin si ses deux principaux alliés, Washington et Paris, ne l'aident pas à finan-

cer la mise sur pied de ses forces. Or, si les États-Unis ne sont pas ravis que l'exécutif haïtien dispose d'une force militaire - l'armée locale avait été dissoute en 1995 par **Jean-Bertrand Aristide** après plusieurs coups d'Etat successifs -, ils sont encore moins enclins à voir s'installer des instructeurs chinois avec leur matériel sur l'île des Caraïbes... ●

ÉTATS-UNIS

Les implantations terroristes très politiques de la CIA

Dans la partie dédiée aux groupes terroristes de son *World Factbook* disponible en ligne, la **CIA** vient de retirer plusieurs pays dans lesquels l'organisation islamiste palestinienne **Hamas** serait présente. Ces pays - Algérie, Egypte, Turquie - n'y avaient pourtant été rajoutés qu'en... avril ! Le **Hamas** ne reste ainsi plus présent, pour l'agence américaine de renseignement, que dans les Territoires palestiniens et au Qatar. Signe du côté très politique, **Al Qaida** vient d'être rajouté aux organisations présentes en Iran, un sujet fortement poussé depuis plusieurs mois par l'administration **Trump** et son secrétaire d'Etat, **Mike Pompeo**. La CIA a, en revanche, enlevé de cette liste l'**Islamic Jihad Union (IJU)**, l'organisation djihadiste active au Pakistan, en Ouzbékistan et en Afghanistan.

RUSSIE

Contre les cyberattaques, le FSB et la Banque centrale s'allient

Depuis le 1^{er} juillet, les banques russes doivent informer le centre de contrôle et de réaction aux attaques informatiques dans le secteur de la finance (**FinCentre**) de la **Banque centrale de Russie** de toute attaque informatique ayant entraîné des vols de données. Apparu début 2018 après les cyberattaques ayant visé les établissements bancaires, le **FinCentre** échange ensuite ces informations avec le **FSB**, notamment son **Centre de sécurité de l'information** dirigé par **Sergey Skorokhodov**.

FRANCE

Gestion serrée pour les blindés des commandos

Le **Commandement des opérations spéciales (COS)** va devoir prendre soin des rares blindés *Aravis* disponibles, car les forces spéciales doivent pour le moment se contenter des six qui leur ont été livrés en urgence il y a quelques mois pour leurs opérations contre **Daech** au Levant. La moitié de ces véhicules a déjà été rendue indisponible par les combats, les trois derniers opèrent aujourd'hui des patrouilles conjointes à Manbij avec l'**US Special Operations Command (USSOCOM)**, arborant un drapeau français sur leurs portières. Le COS pourrait néanmoins récupérer des véhicules de démonstration et ceux issus d'un contrat export non honoré.

Exclusif - A lire sur Intelligenceonline.fr

Afrique/Russie : Patrushev, héraut de la diplomatie sécuritaire de Poutine en Afrique

Etats-Unis : Guerre du JEDI, bataille de géants en coulisses pour l'infrastructure IT du Pentagone

Iran/Etats-Unis

TÉHÉRAN PRÊT À SE VENGER DE TRUMP EN AFGHANISTAN

Alors que le rapport de forces se réduit avec les Etats-Unis, l'Iran compte relancer son programme de soutien aux insurgés afghans. Mais les Pasdarans devraient se heurter aux divisions internes de ces derniers.

Reprise. Selon plusieurs sources diplomatiques d'*Intelligence Online*, Téhéran cherche à intensifier son soutien aux insurgés afghans, aux premiers rangs desquels les **Talibans**. Le dossier est traité par **Ismail Ghaani**, le vice-commandant de la **Force al-Qods**, le bras armé des Pasdarans. Si l'Iran est un soutien de longue date des groupes afghans (QIOL n°775), qui s'entraînent habituellement dans les monts iraniens de Zagros, le nombre de recrues et la cadence de leurs séjours serait en forte augmentation ces dernières semaines. De plus, les nouvelles formations dont ils bénéficient sont plus longues que par le passé et incluraient

des tactiques de guérilla urbaine. Selon de nombreux observateurs, il s'agit pour l'Iran de faire payer à l'administration **Trump** son désengagement unilatéral de l'accord international sur le nucléaire iranien, dit **JCPOA**.

Le Pentagone sur le qui-vive. Cette nouvelle donne est prise au sérieux au Pentagone. Le général **John Nicholson**, le commandant des forces américaines et de l'**OTAN** en Afghanistan, a décrété un renforcement de la protection de ses forces, craignant une recrudescence des attentats suicides contre les bases de l'alliance. Les Talibans n'arrivent pas encore à prendre puis à tenir les grandes villes du pays.

Le renseignement afghan craintif. **Mohammed Masoom Stanekzai**, le chef du service de renseignement afghan, le **National Directorate of Security (NDS)**, craint lui aussi une recrudescence des coups de force, également au sein des insurgés, du fait de l'âpre rivalité entre Téhéran et Islamabad qui ne va pas manquer d'advenir pour prendre le leadership des factions rebelles (QIOL n°790). Le NDS a récemment transmis un rapport allant en ce sens au président du pays, **Ashraf Ghani**. Le service afghan pencherait pour redonner plus de marge de manœuvre aux groupes soutenus par le Pakistan, afin de contrebalancer l'influence iranienne. ●

FOCUS

LE GOLFE OBSERVE AVEC ATTENTION

De source du Golfe, **Mohammad Hanif Atmar**, conseiller à la sécurité nationale d'**Ashraf Ghani** et ex-ministre de l'intérieur d'**Hamid Karzaï**, serait d'avis de faire entrer l'Arabie saoudite dans le jeu, seul pays qui peut contrebalancer financièrement l'Iran. Si ce dernier était amené à gagner de plus en plus d'influence dans le pays, Riyad ne manquerait pas d'y investir de nouveau des ressources (QIOL n°805). Cela ouvrirait un nouveau front entre les deux puissances régionales.

SITUATION POLITIQUE LOCALE TENDUE

Ces batailles régionales interviennent alors que la situation locale se tend. En plus d'être soumis à une vague d'attentats, le paysage politique se modifie. La fronde gronde contre le gouvernement de Ghani et ses partisans, membres de l'ancien **Parti démocratique populaire d'Afghanistan** (Khalq, proches de la Russie et du Pakistan) de l'ex-président **Mohammad Najibullah Ahmadzai**. Ceux-ci voient aujourd'hui l'opposition se structurer autour du **Jamiat-e-Islami**, qui constituait la colonne vertébrale de l'**Alliance du Nord**. Le Jamiat commence à rassembler autour de lui les ethnies inquiètes des visées du patron de Kaboul, notamment les Tadjiks, les Turkmènes et les Ouzbèkes. Parmi ces derniers, le seigneur de guerre **Abdul Rashid Dostum**, ancien vice-président du pays, fait partie des plus actifs. L'homme fort de cette recomposition de l'opposition est **Atta Muhammad Nur**, ancien gouverneur de la province du Mazar-e Sharif (QIOL n°805), mais aussi les descendants du commandant **Massoud** (QIOL n°807).

RUSSIE Le trio de généraux du FSB qui a le vent en poupe au Kremlin

Les nominations, ces dernières semaines, de cadres issus du service de renseignement intérieur illustrent la montée en puissance de plusieurs quinquagénaires au Kremlin.

Récemment réélu, le président russe **Vladimir Poutine** commence à faire monter de nouveaux fidèles aux postes-clés sécuritaires. Ainsi, **Alexander Matovnikov**, 52 ans, vient d'être nommé représentant du Kremlin dans le district fédéral du Nord-Caucase, l'un des plus remuants de la fédération russe. Ancien du groupe d'intervention **Alfa** du **FSB** - l'équivalent local du **GIGN** - également passé par les forces spéciales de l'état-major général, Matovnikov s'est notamment distin-

gué ces dernières années dans les opérations russes en Syrie. Ses faits d'armes lui ont d'ailleurs valu d'être élevé à la dignité de "*Héros de la Russie*" en décembre par le président en personne. Selon nos informations, Matovnikov aurait gagné la confiance de Vladimir Poutine lors de plusieurs entretiens en tête-à-tête sur le Moyen-Orient et le Donbass, la région sécessionniste ukrainienne.

Anatoli Serychev, 52 ans, longtemps en poste au FSB notamment dans le nord de la Russie, a été nommé assistant du président russe, un poste stratégique au sein du Kremlin. Selon nos sources, il doit sa rapide ascension à la protection de deux hommes-clés du dispositif sécuritaire du Kremlin. D'un côté, **Sergueï Chemezov**, le tsar de **Ros-
tec**, la holding d'Etat qui chapeaute

les exportations d'armement (QIOL n°741), le couve depuis longtemps. Chemezov s'est fait une spécialité de veiller sur les réseaux d'influence d'Irkoutsk, ville natale de Serychev. De l'autre, **Nikolai Patrushev**, le patron du **Conseil de sécurité nationale (CSN)**, l'a repéré lors de son passage à la direction régionale du FSB dans la région de Carélie entre 2011 et 2016.

Ces deux dernières années, Serychev était directeur adjoint du service fédéral des douanes, une institution puissante à Moscou.

Enfin, **Dmitri Chalkov**, 50 ans, prend la tête de la direction du contrôle de l'administration présidentielle. Il était, depuis 2015, l'un des adjoints les plus en vue d'**Alexandre Bortnikov**, le directeur du FSB. Chalkov y était notamment

en charge des relations avec les autres administrations ainsi qu'avec les unités cyber. Par le passé, la direction du contrôle a régulièrement été un tremplin pour la carrière de ses directeurs.

Le prédécesseur de Chalkov, **Konstantin Tchouïtchenko**, a ainsi été nommé chef de l'appareil gouvernemental aux côtés de son ancien camarade de faculté **Dimitri Medvedev** avec rang de vice-premier ministre. Au milieu des années 90, Vladimir Poutine avait aussi occupé ce poste avant d'être promu à la tête du FSB puis du gouvernement russe.

Il devrait falloir compter avec ces trois quinquagénaires pour les prochains remaniements au sein des "*structures de force*", encore non annoncés par Vladimir Poutine. ●

Singapour

THALES SE MET EN ORDRE DE BATAILLE POUR GAGNER LA COURSE SPATIALE

Le groupe français espère que la cité-Etat asiatique devienne le premier client de ses prochains satellites d'observation ultra-premium. Pour ce faire, il met ses troupes en ordre.

Un prospect qui vient de loin. Mis sous pression sur son marché historique français (voir ci-contre), **Thales Alenia Space** (TAS) cherche à vendre un satellite d'observation optique à Singapour. La prospection commerciale vient de commencer (QIOL n°808). Pour se positionner, la filiale du groupe français **Thales** veut s'attirer les faveurs de la cité-Etat, en lui vendant un appareil premium qui passe sous le seuil des 30 cm de résolution. Soit ce qui fait de mieux sur le marché.

Pilier bilatéral. Sur place, Thales peut compter sur sa filiale **Thales Solutions Asia** (TSA),

dirigée depuis début 2016 par **Kevin Chow Chek Nam**. Ce dernier fait le pont entre les deux pays. Diplômé de l'**Ecole nationale de l'aviation civile** (ENAC) de Toulouse, il a été le patron Europe de l'**Economic Development Board** (EDB), l'agence gouvernementale chargée d'attirer les investisseurs étrangers dans le micro-archipel. De plus, il est très connecté avec les autorités locales compétentes dans l'aérospatial. Juste avant de rejoindre Thales, il était le vice-président la branche Aerospace de **ST Engineering**, le conglomérat de défense chargé de développer les technologies de défense du pays. ST Engineering est contrôlé par **Temasek Holdings**, le fonds souverain du pays.

Coopération technique. Thales a déjà pris les devants : TAS s'est associé depuis 2015 avec la **Nanyang Technological University** pour créer le laboratoire S4TIN (pour *Smart Small Satellite Systems - Thales in NTU*). Piloté à l'origine par **Erik Lansard**, ce laboratoire a vocation à développer conjointement des petits satellites et à les mettre ensuite sur le marché. Le premier devrait être un appareil dédié à la surveillance des balises AIS, qui servent à localiser les navires, Singapour étant le plus gros port de porte-conteneurs du monde.

Le contrat serait aussi bienvenu pour Paris, à qui Singapour, qui fut un bon client, n'achète pratiquement plus aucun matériel de souveraineté. ●

FOCUS

CONCURRENCE AMÉRICAINE

Les industriels américains de la *Geospatial-Intelligence* (GEOINT) sont présents de longue date dans la cité-Etat. Celle-ci a un accès direct depuis près de dix ans à la station-sol de réception d'images de *WorldView* (1 et 2) que **DigitalGlobe** a installé dans le pays. Plusieurs anciens du partenariat américain travaillent aujourd'hui pour le gouvernement singapourien, à l'instar d'**Andy Tan**, le spécialiste géospatial de la **Government Technology Agency of Singapore** (GovTech).

Singapour, via la branche *Space Systems* de **ST Electronics**, filiale de ST Engineering, dispose également d'un partenariat avec **Orbital ATK** (intégré dans le géant **Northrop Grumman**) pour développer des microsattelites d'observation. La société américaine y opère un bureau de représentation depuis deux ans.

AIRBUS OBSERVE

Airbus Group regarde pour l'instant le dossier. Le groupe européen met TAS sous pression sur ses marchés historiques, surtout auprès de ses clients étatiques européens traditionnels (QIOL n°808). Mais, comme sur d'autres marchés - Turkménistan (QIOL n°775) -, Airbus n'a pas non plus intérêt à laisser profiter d'une potentielle bulle d'air que représenterait l'obtention du contrat singapourien. Et ce, alors que le groupe est près de prendre le leadership européen sur ce créneau régulier. ST Electronics, qui opère un premier satellite d'observation singapourien - d'une résolution désuète d'1 m - déjà en orbite, dispose d'un partenariat avec Airbus, pour **Spot image**, depuis 2014.

ÉTATS-UNIS Les prestataires, grands gagnants des luttes intestines de la communauté du renseignement sur le GEOINT

Les sous-traitants des agences américaines de renseignement profitent à plein de la guerre qui se joue entre la NGA et les autres antennes du Pentagone.

Une série de contrats attribués fin juin par l'**US Air Force** et la **National Geospatial Intelligence Agency** (NGA) vient souligner la concurrence croissante entre services dans le domaine du renseignement géolocalisé (*GEOINT*), qui fait le bonheur du secteur privé.

Soucieuse de rester le fournisseur incontournable de données géographiques de la communauté du renseignement, la NGA vient de lancer le deuxième segment de son méga-contrat *JANUS*. Attribué à une dizaine de fournisseurs, parmi lesquels

figurent **Leidos**, **Boeing** et **BAE Systems**, la valeur globale de ce programme dépasse les 2 milliards \$.

JANUS doit permettre à l'agence d'acquérir en masse des données géographiques de base, issues de capteurs divers (optiques, radars, etc.). Mis à disposition sur le cloud de la NGA, *JANUS* a vocation à devenir une plateforme de référence pour les militaires et les officiers de renseignement, à l'image du précédent programme phare de l'agence *Map of the World* (QIOL n°717).

Au-delà des géants du secteur défense, les contrats *GEOINT* viennent également renforcer des prestataires de taille plus modeste qui ont su habillement mobiliser leurs réseaux. Également retenu dans le contrat *JANUS*, **Hexagon US Federal** prendra part aux deux volets du programme, bap-

tisés *Geography* et *Elevation*. Dirigée par **Tammer Olibah**, ancien cadre de **Booz Allen Hamilton**, la filiale du groupe **Hexagon** peut compter sur des figures influentes de la communauté du renseignement. L'ancien directeur de la **Defense Intelligence Agency** (DIA), le général **Michael Maples**, et l'ex-patron de l'**US Secret Service**, **W. Ralph Basham**, figurent notamment au sein de son comité consultatif.

Par ailleurs, la PME spécialisée dans les services informatiques pour le secteur public **Octo Consulting Group** a remporté fin juin un contrat de l'**US Air Force** (USAF) pour lui fournir les développeurs de ses futurs outils *GEOINT*. L'Air Force souhaite en effet moderniser ses outils de renseignement et de ciblage, en les déployant dans son propre cloud,

et non reposer seulement sur les outils de la NGA. Implanté en Virginie, **Octo Consulting** a déjà empoché plusieurs contrats avec la **Defense Intelligence Agency** (DIA) et la NGA.

Son PDG, **Mehul Sanghani**, est entré en 2014 au *board of visitors* de l'université **Virginia Tech** où il côtoie la très connectée **Letitia Long**, ancienne directrice de la NGA (QIOL n°749). Très prisé, cet institut polytechnique forme de nombreux cadres des agences de renseignement et dispose d'un influent réseau d'anciens élèves.

Le contrat confié à **Octo Consulting** marque la volonté de l'Air Force de s'émanciper un peu plus de la NGA en développant elle-même ses outils d'analyse et de ciblage, suivant ainsi l'exemple de l'**US Army** et du **National Reconnaissance Office** (NRO) (QIOL n°802, QIOL n°805). ●

TURQUIE Comment Erdogan tente de revenir dans le cyber

Alors que ce n'est pas dans son mandat, la compagnie aérienne parapublique **Turkish Airlines** est en train de prendre la tête de la montée en puissance du cyber en Turquie. Le groupe vient de lancer un programme "*Cyber Take Off*" - aussi bien défense qu'offensif - pour les jeunes hackers en herbe.

Selon nos informations, les purges décidées dans les forces de sécurité après le putsch raté de juillet 2016 contre le président **Recep Tayyip Erdogan**, attribué aux partisans de l'imam **Fethullah Gülen**, ont en réalité décimé les divisions cyber de ces services, où ils étaient nombreux, à l'instar de certains employés de l'autorité de contrôle des télécoms, la **BTK** (*Bilgi Teknolojileri ve İletişim Kurumu*).

Pour rebâtir un écosystème cyber compétent,

Erdogan préfère donc aujourd'hui s'appuyer sur les grandes institutions, publiques ou privées, qu'il sait avoir sous son contrôle, comme **Turkish Airlines** ou **Turkcell**, le grand groupe de téléphonie.

Le secrétariat d'Etat en charge des acquisitions de défense, la **SSM** (*Savunma Sanayii Müstesarlığı*), développe depuis peu, non loin d'Ankara, un incubateur dans ce domaine, où les sociétés parapubliques de défense (**Aselsan**, **Havelsan**, **STM**, etc.) sont incitées à investir dans le développement de nouvelles capacités. Ces efforts sont en sus soutenus par l'agence de recherche militaire **Tubitak**, le pendant turc de la **Darpa** américaine, qui relance les recrutements et les dépenses dans les domaines de la cryptologie et des interceptions. ●

ROYAUME-UNI Le superflic Hogan-Howe prospère dans le privé

Patron de la **Metropolitan Police** de 2011 à 2017, Lord **Bernard Hogan-Howe** est devenu conseiller du cabinet de communication stratégique **Powerscourt**. Fondé par **Rory Godson**, l'ancien journaliste-star du *Sunday Times*, la société a notamment opéré pour **BP**, **Nathaniel Rothschild** (IOL n°681), ou **News Corp**.

Retiré du service public début 2017, Hogan-Howe est devenu consultant pour plusieurs grands groupes ces derniers mois en matière de gestion de risque : la banque **HSBC**, l'assureur **Towergate Insurance** ou le service de cloud vidéo **Excession Technologies**, qui opère sous le nom d'**A-Frame**. Il se fait rému-

ner via son cabinet **BDMN**, qu'il pilote avec sa femme.

Hogan-Howe conseille aussi la société de cybersécurité de pointe **Glasswall**, qui réunit d'autres anciens responsables sécuritaires du Royaume-Uni, notamment Sir **Iain Lobban**, l'ex-directeur du **GCHQ**, l'agence d'interceptions du Royaume-Uni (IOL n°757). La direction des opérations de **Glasswall** est assurée par une vétérante du renseignement d'affaires, **Anne Tiedemann**, qui a passé plus de vingt ans chez **Kroll** avant d'intégrer en 2014 le géant britannique de la sécurité **G4S**. Mais, en désaccord sur la stratégie, elle l'a quitté fin 2015 (IOL n°747). ●

INDE ASL, nouveau laboratoire cyber-offensif de la défense indienne

En plus de s'appuyer sur la société de cyber-renseignement **Phronesis Corp Intelligence Services** (IOL n°806), le ministère indien de la défense fait de plus en plus appel aux hackers d'**ASL IT Security**. Implanté à Delhi, **ASL**, dirigé par les développeurs **Abhishek Sahni** et **Abhishek Lyall**, regroupe depuis 2010 parmi les meilleurs spécialistes locaux en *malwares* et en cyber-intrusion. La start-up s'est notamment spécialisée dans la formation des hackers en herbe. Ses principaux clients ne sont autres que l'**Indian Army** et l'**Indian Air Force**, ainsi que le secrétariat général du gouvernement, auquel est rattaché le **Research & Analysis Wing** (**RAW**), le service indien de renseignement extérieur.

Très attentif au marché des failles "*zero day*" (jamais identifiées) et aux publications de nouvelles vulnérabilités, **ASL** s'est fait une spécialité de les réintégrer au plus vite dans ses propres produits. La firme propose à la vente une gamme complète d'outils d'attaque à distance (**RAT**), de programmes espions pour smartphones et d'outils de cyber-infiltration sur-mesure.

Pour s'attaquer à tous types de systèmes, les fondateurs d'**ASL** se sont entourés de plusieurs hackers spécialisés. Ils font notamment appel à **Aditya Gupta**, fondateur de la start-up **Attify** spécialisée dans la sécurité des objets connectés, et à **Daryl Varghese**, expert des attaques contre les plateformes web. ●

ÉTATS-UNIS

Splunk renforce ses liens avec le renseignement

Employé au sein de la société américaine de traitement de données de masse et de cyber-renseignement **Splunk**, **Rory Patterson** vient d'en devenir le directeur de cabinet du PDG, **Douglas Merritt**. Patterson peut assurer le lien entre la société, qui emploie de nombreux anciens de la **NSA**, et les agences américaines compétentes en la matière. Il est un ancien des cyberopérations de la **Defense Intelligence Agency** (**DIA**) et de la **Cyber Mission Force** (**CMF**) de l'**US Cyber Command** (**USCYBERCOM**). **Splunk** connaît ces derniers mois un développement rapide à l'étranger, notamment dans le Golfe (IOL n°791).

ROYAUME-UNI

Pour EN+, Barker a un allié à Westminster

Tout à son offensive en cours pour tenter de sauver **EN+** et sa filiale **RusAI** des sanctions économiques américaines (IOL n°809), le président du groupe, **Gregory Barker**, Lord **Barker of Battle**, peut compter sur un allié inattendu. Il s'est associé discrètement depuis plus d'un an avec le député **Hugo Swire** au sein d'une petite société d'investissement, **Eaglesham Investments**. Ancien *Minister of State for the Foreign and Commonwealth Office* (**FCO**) du gouvernement conservateur de **David Cameron**, **Hugo Swire** siège toujours à la Chambre des communes, dont **Barker** n'est plus membre depuis 2015. **Swire** avait pourtant été un des députés les plus critiques lorsque le stratège du labour **Peter Mandelson** (IOL n°804) avait été surpris sur le yacht d'**Oleg Deripaska**, le propriétaire d'**EN+** et de **RusAI**, au large de Corfou en 2008.

ESTONIE

Un consultant du MoD pour épauler l'Estonie

L'*Air Marshal* **Christopher Harper**, ancien représentant britannique à l'**OTAN**, vient de devenir conseiller de l'**International Centre for Defence and Security** (**ICDS**), une structure rattachée au ministère estonien de la défense. Inquiète des visées russes, l'Estonie recherche à tout prix des réassurances occidentales, en particulier à l'**OTAN**. **Christopher Harper** se fera rémunérer via son petit cabinet de conseil en stratégie **CH4C Global**, qu'il a créé lors de sa retraite de l'armée l'année dernière (IOL n°788).

ÉTATS-UNIS

Un cybersurveillant chez Deloitte

Chef de la cybersécurité de l'état-major de l'**US Army** jusqu'en mai, **Mario Roberts** a rejoint le mois dernier le bureau de Washington du géant du conseil **Deloitte** en tant que conseiller cyber. **Roberts** a effectué la majeure partie de sa carrière dans les forces spéciales de l'**US Army**, notamment au sein des unités dédiées aux interceptions tactiques.

ÉTATS-UNIS Aon veut se séparer des enquêtes de Stroz-Friedberg

Le cabinet américain de renseignement d'affaires et de cyberinvestigation **Stroz-Friedberg** devrait bientôt n'opérer plus que dans le cyber. Son propriétaire depuis fin 2016, le géant du courtage en assurances **Aon**, veut fermer toute la partie *Due Diligence and Strategic Research* de la société fondée en 2000 par **Edward Stroz**, ancien directeur du *Computer Crime Squad* du **FBI** à New York, et par **Eric Friedberg**, ex-spécialiste des télécoms au sein du bureau du procureur de New York.

Selon plusieurs sources, près de 50 per-

sonnes pourraient devoir quitter la société à partir de cet été. Et ce, dans tous les bureaux du groupe dans le monde, à savoir Londres, Zurich, Dubaï, Hong-Kong et New York.

La branche d'Aon qui pilote **Stroz-Friedberg**, **Aon Risk Solutions**, veut davantage recentrer son acquisition sur les enquêtes informatiques et les forensics. Ces deux services sont déjà les principaux pourvoyeurs de chiffre d'affaires aujourd'hui. Aon Risk Solutions est dirigé par l'ancien associé de **McKinsey**, **Michael O'Connor**, devenu depuis la mi-mai coprésident du groupe entier. ●

FRANCE L'ADIT prend la pole position dans la course pour GEOS

Selon nos informations, l'**ADIT**, la société d'intelligence économique dirigée par **Philippe Caduc**, est entré en négociations exclusives avec le fonds d'investissement **Halisol**, afin d'acquérir le groupe de sécurité qu'il détient, **GEOS**. Après analyse détaillée de la situation économique du groupe français de sécurité, les deux parties vont pouvoir entrer dans le vif du sujet sur le prix.

La bataille pour acquérir **GEOS** s'est accélérée il y a quelques semaines, comme *Intelligence Online* s'en était fait l'écho (📍 IOL n°807). L'ADIT a été préféré pour le moment à l'autre prétendant, la société de sécurité **Amarante International**, dirigée par

Alexandre Hollander. Pour **Halisol** et **GEOS**, il s'agissait notamment de s'assurer de moindres coupes dans les ressources humaines, du fait de la redondance de certains métiers et certaines zones géographiques couvertes par les deux entreprises. Cependant, une acquisition par l'ADIT devrait aussi entraîner des synergies inéluctables, notamment dans les fonctions support.

GEOS devrait changer de main alors que sa santé financière s'améliore. La société devrait réaliser un bénéfice non négligeable en 2018, notamment grâce à l'important contrat de **Ford**, à Bordeaux. Une opération qui se termine néanmoins en fin d'année. ●

ROYAUME-UNI Andrew Fulton rebondit après son départ de GPW

Président de la société de renseignement d'affaires **GPW** pendant dix ans jusqu'à début 2017 (📍 IOL n°522), **Andrew Fulton**, 74 ans, repart à l'assaut des affaires. Il est ainsi devenu récemment administrateur de **Globlmed**, un petit cabinet de conseil fondé en début d'année par **Timothy Francis Ashby**. Vieux compère de **Fulton**, ce dernier est aujourd'hui *Senior Counsel* du cabinet d'avocat **Dentons**, qu'il conseille en matière de sanctions et de dossiers *Foreign Corrupt Practices Act* (FCPA), en particulier ceux touchant à Cuba. Ancien du renseignement américain, il opère en parallèle son cabinet de diplomatie d'affaires spécialisé sur l'île castriste, **Pembury Capital**, installé en Floride. Et il trouve encore le temps

d'écrire des romans d'espionnage (*In shadowland*, *Time Fall*, etc.).

Timothy Ashby est associé, tant au sein de **Globlmed** que de **Pembury**, à **Rosemary Forsyth**, la dirigeante d'une société de recrutement à Londres, le **Forsyth Group**.

Ancien cadre du **Secret Intelligence Service** (SIS, ou **M16**), où il était spécialisé sur le bloc soviétique avant de terminer sa carrière comme chef de station à Washington, **Robert Andrew Fulton** reste président du *Scottish North American Business Council* (SNABC). Il est par ailleurs administrateur de **Switz Watches**, une société appartenant à l'homme d'affaires sri-lankais **Dharmika Pathirage**, ainsi que de la start-up de santé **Software for Healthcare**, fondée par le businessman **David Grant**. ●

FRANCE

Projet en cours de vétérans de l'intelligence économique

Selon nos informations, **Alain Juillet**, l'ancien directeur du renseignement de la **DGSE** aujourd'hui *counsel* au sein du cabinet d'avocat **Orrick**, et **Patrice Allain-Dupré**, le fondateur du cabinet d'intelligence économique **ESL & Network** (aujourd'hui dirigé par **Alexandre Medvedowsky**), réfléchissent à créer une nouvelle structure de conseil. Un général pourrait prochainement les rejoindre. Cette initiative intervient au moment du décès, le 3 juillet, de l'ancien président du conseil de surveillance d'ESL et pionnier de l'intelligence économique en France, **Henri Martre**.

ISRAËL

Recrue sécuritaire de poids pour Black Cube

Le cabinet israélien de renseignement d'affaires **Black Cube** vient de se doter d'un conseiller de poids en la personne de **Yohan Danino**, le chef de la police israélienne de 2011 à 2015. A ce poste, il a notamment piloté les enquêtes visant plusieurs hommes politiques, notamment **Ehud Olmert** et **Avgdor Lieberman**. Son arrivée est un signe important pour **Black Cube**, sous le feu des projecteurs médiatiques depuis plusieurs mois : cela montre qu'une partie de l'appareil sécuritaire du pays soutient toujours les activités du cabinet (📍 IOL n°806, 📍 IOL n°794), fondé par **Avi Yanus** et **Dan Zorella**. **Danino** a également pris la présidence du conseil consultatif de l'un des plus grands assureurs du pays, **Migdal Insurance Group**.

SINGAPOUR

Fletcher rejoint Blackpeak

Assurant les enquêtes de **Control Risks Group** (CRG) à Singapour depuis plus de six ans, **Ewan Fletcher** rejoint **Blackpeak**, la société de renseignement d'affaires fondée par plusieurs ex-responsables de **Kroll** en Asie (📍 IOL n°659). Il sera en charge des investigations en Asie du Sud-Est et en Océanie. **Fletcher** est un ancien journaliste, qui a notamment écrit pour le *Mail on Sunday* et pour le *Sunday Telegraph*.

ROYAUME-UNI

Blaksley : le retour

Après avoir quitté la société de renseignement d'affaires **GPW** en septembre 2017 - comme d'autres (📍 IOL n°795) - après y avoir passé dix ans, **Richard Blaksley** continue d'opérer en solo. Il a créé en février son propre cabinet, **REB**, où il est seul aux commandes, et multiplie les missions depuis lors. Responsable Europe-Moyen-Orient de **Kroll** à Londres de 1992 à 2004, **Blaksley** est resté célèbre pour avoir mené la traque des actifs de l'ex-première ministre pakistanaise **Benazir Bhutto** dans les années 1990 (📍 IOL n°535).

- Due Diligence -

ÉGYPTE ETIT, partenaire particulier des groupes étrangers en techno de renseignement

La société d'Etat Egyptian Co for Tracking Service and Information Technology (ETIT) fait figure d'interface locale idoïne pour les firmes étrangères spécialisées dans les technologies de surveillance et d'interceptions.

Signalée au détour du rapport de la **Fédération internationale des droits de l'homme** (FIDH) paru le 2 juillet sur les ventes d'armes à l'Egypte, l'entreprise parapublique **Egyptian Co for Tracking Service and Information Technology** (ETIT) est de plus en plus courtisée par les groupes occidentaux de défense intéressés par le marché sécuritaire local. Fondée juste après l'accession d'**Abdelfattah al-Sissi** à la présidence, la société rattachée au ministère de la défense est, depuis, le partenaire du groupe français de solutions d'identification **Idemia** (ex-**Morpho**) dans le pays. Elle y opère les contrats de cartes d'identité biométriques, ainsi que les bornes de

contrôle afférentes. Pour ce faire, ETIT et Idemia se sont associés, via une joint-venture, avec le traditionnel groupe égyptien dédié aux *offsets*, lui aussi rattaché à la Défense, l'**Arab Organization for Industrialization** (AOI). Celui-ci est devenu le partenaire local de tous les groupes de défense intéressés par le marché égyptien, notamment **Dassault**, **Thales**, **BAE Systems** ou **Lockheed Martin** (📍 IOL n°748).

Dirigée par l'amiral **Samir Mohamed Fathi**, ETIT dispose notamment d'un service géospatial de surveillance, mis en place avec l'aide d'**IBM**, de **Vodafone** (dont la filiale égyptienne est en partie détenue par l'Etat), **Orange** (ex-**Mobinil**) et **Etisalat**, l'opérateur des Emirats, fervents soutiens du Caire.

De plus, ETIT compte fournir aux services de police égyptiens un nouveau produit, un véhicule banalisé doté de 12 caméras de surveillance reliées à un système de reconnaissance faciale. Pour le développer, la société s'est là aussi associée à AOI, **Microsoft** et le petit spécialiste des caméras **SwiftTech**. ●

EGYPTIAN CO FOR TRACKING SERVICE AND INFORMATION TECHNOLOGY (ETIT)

SMART VILLAGE ALEXANDRIA ROAD, KM 28 BÂTIMENT B145, LE CAIRE

SAMIR MOHAMED FATHI

Directeur général. Après une carrière dans les systèmes électroniques de la marine égyptienne, l'amiral Samir Fathi a été placé à la tête d'ETIT par le ministère de la défense depuis la fondation de la société, à la mi-2013. Il est secondé par l'ingénieur **Walid el-Sawi**.

MOHAMED ELWAKEB

Directeur de la R&D. Diplômé du **Military Technical College** en 1997, **Mohamed Elwakeb** pilote le développement des nouveaux projets en développement d'ETIT.

Exclusif - A lire sur Intelligenceonline.fr
Chine : Avec Ziyang, Pékin mise sur les drones armés low-cost

— Surveillance & Interception —

LES FOURNISSEURS

ARIEL PHOTONICS

Modi'in. Lancé en 2007, Ariel Photonics est dirigée par **Vladimir Krupkin**, ancien ingénieur du groupe de défense **Elbit Systems**. Spécialiste des lasers à fibre optique, Ariel les utilise notamment dans ses systèmes de contre-mesure anti-missiles.

DIEHL DEFENCE

Überlingen. La filiale défense du groupe Diehl, dirigée par **Claus Günther**, tire parti de ses recherches précoces sur les impulsions électromagnétiques pour le compte de la Bundeswehr. Elles ont été déclinées depuis 2013 dans des systèmes de neutralisation de véhicules et plus récemment de lutte anti-drones.

Exclusif - A lire sur Intelligenceonline.fr

Israël : Toka, architecte en cyber-infiltration

ALLEMAGNE/ISRAËL L'interception des drones fait face aux limites du brouillage

Devenue une priorité pour les armées, la lutte contre les drones de surveillance et d'attaque mobilise les industriels qui s'orientent vers de nouvelles solutions.

Destruction électronique. Présents mi-juin au salon **Eurosatory**, plusieurs fabricants ont tenté de répondre à la menace des drones résistants au brouillage. Premières concernées, les forces spéciales s'inquiètent, au regard de leurs récentes opérations en Syrie et en Irak, de la recrudescence de drones légers utilisés par des groupes armés pour les pister ou les attaquer. L'arrivée d'appareils préprogrammés ou équipés de systèmes de guidage optique sans GPS impose de trouver de nouvelles contre-mesures. Les générateurs d'impulsions électromagnétiques, tels que le **HPEM counter UAS** de l'allemand **Diehl**, capables de neutraliser à distance des composants électroniques, trouvent un regain d'intérêt. Il en est de même pour les lasers à forte

puissance, qui doivent toutefois rester peu encombrants, à l'image du laser anti-drone intégré au système GSS de l'israélien **Ariel Photonics**.

Brouillage sélectif. De nombreuses solutions reposant sur le brouillage des fréquences WiFi, 3G, GPS ou HF nécessaires au guidage des drones sont en revanche déjà présentes sur le marché. Ces brouilleurs directionnels visent à forcer un atterrissage de l'appareil et sont intégrés à des modules fixes pour protéger un périmètre, tels que ceux produits par **Cerbair** (📍 IOL n°801), ou à des fusils portatifs tels que le **Dronegun** produit par l'américain **DroneShield**. Les systèmes développés par l'israélien **D-Fend** ou le californien **Citadel Defense** évitent pour leur part de saturer des fréquences utiles aux opérations, en interférant uniquement avec la connexion servant au pilotage du drone.

Le segment de la lutte anti-drones sera fortement soutenu par le budget de la défense américaine qui y consacrera en 2019 près de 1,5 milliard \$. ●

Abonnement annuel

1 005 €

23 NUMÉROS PAR E-MAIL

- ✦ L'édition en ligne
- ✦ Les dossiers spéciaux
- ✦ La collection Insiders
- ✦ Les archives depuis 1992

INTELLIGENCE ONLINE est édité tous les 15 jours depuis 1980, en français et en anglais, par **Indigo Publications**

- Directeur de publication: **Maurice BOTBOL** ► Directeur de la rédaction: **Philippe VASSET**
- Rédacteur en chef: **Pierre GASTINEAU** ► Journalistes: **Pénélope BACLE** et **Guillaume GRANDVENT**
- Tél: +33 1 44 88 26 06 ► Fax: +33 1 44 88 57 33

© Indigo Publications - Reproduction et diffusion interdites sans autorisation écrite.

ISSN: 1635-9038 ► Publié sur www.IntelligenceOnline.fr (Commission paritaire : 1220 W 90645)

► **Autres publications:** La Lettre du Continent, La Lettre de l'Océan Indien, Maghreb Confidentiel, Africa Energy Intelligence, Africa Mining Intelligence, La Lettre A.

indigo

publications

L'intelligence des faits

142, rue Montmartre
75002 Paris
Tél: + 33 1 44 88 26 10
info@indigo-net.com